

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 JUIN 1909.

Projet de loi relatif à des aliénations et locations d'immeubles domaniaux.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aux Chambres législatives un projet de loi relatif à des aliénations et locations d'immeubles domaniaux.

Ce projet se justifie par les considérations suivantes :

I.

La construction d'un hôtel central des postes, télégraphes et marchandises à front des rues de Nimy et des Fossés, à Mons, nécessite l'élargissement de cette dernière voie publique pour dégager l'édifice, en faciliter l'accès, l'éclairage et la distribution des locaux.

L'emprise de 57m² 50dm² à effectuer dans ce but sur les terrains expropriés par l'État a été cédée gratuitement à la ville, et l'administration des Télégraphes remboursera à cette dernière, dans la limite d'un maximum de 1,400 francs, le coût des travaux de voirie, considérés comme accessoires obligés de la construction de l'hôtel.

II.

L'établissement de l'avenue de Boitsfort à Woluwe-Saint-Pierre, sur le territoire d'Auderghem, a amené la suppression d'une partie de la rue de la Station, dont la commune a abandonné gratuitement l'assiette à l'État.

A front de cette partie se trouve, notamment, une propriété de 70m³³ de façade, composée de 9 maisons et d'un jardin, appartenant à M. Idiers.

La bande de terrain provenant de la voie publique supprimée, qui sépare les bâtisses de l'alignement de la dite avenue, a une profondeur de 9m⁵⁵ à 13m⁵⁵ et contient 875m² 87d²; elle tombe, pour la très grande part, dans la zone de recul de 9m⁵⁰ de profondeur qui, aux termes de l'arrêté royal

du 20 juin 1901 décrétant l'ouverture de la nouvelle artère, doit être réservée le long de celle-ci, pour être convertie en jardinets et clôturée par un grillage, tant à front de la voie publique que sur les limites latérales de chaque habitation.

Au point de vue juridique, l'État avait l'obligation de maintenir cette bande de terrain à l'usage d'accès aux maisons de M. Idiers ; ce dernier n'était tenu ni de l'acquérir, ni de l'aménager, ni de la clôturer ; pour réaliser, dans cette partie de l'avenue, le dispositif prévu par l'arrêté susvisé, le Gouvernement ne pouvait qu'assumer les frais, assez élevés, d'aménagement et de clôture, ou exproprier entièrement la propriété de M. Idiers.

Des négociations avec l'intéressé ont abouti à un arrangement dont l'exposé qui précède fait nettement apparaître le côté avantageux pour l'État : la bande de terrain envisagée est cédée gratuitement à M. Idiers, grevée de la servitude *non ædificandi* et à charge de la convertir en jardinets clôturés au moyen de grillages en fer reposant sur un soubassement en pierre de taille.

III.

L'article 4 de la loi du 23 mars 1907 (*Moniteur* du 28, n° 87) a approuvé une convention conclue le 8 du même mois, entre l'État et la ville de Bruxelles, en vue du prolongement de l'avenue Louise.

L'étude définitive du projet a fait reconnaître l'utilité de porter de 32 à 36 mètres la largeur en plate-forme du tronçon de l'avenue compris entre la rue de l'Aurore et l'avenue du Congo, ainsi que de remplacer par un talus le mur de soutènement dont la construction était prévue au droit des bâtiments de l'Institut cartographique militaire : la contenance des emprises à faire dans l'ancienne abbaye de la Cambre et à céder gratuitement à la ville de Bruxelles est, de ce chef, modifiée.

D'autre part, la substitution d'un talus au mur de soutènement entraîne la suppression des bâtiments de la Direction de l'Institut ; la démolition en sera effectuée par la Ville, à laquelle les matériaux sont cédés moyennant le prix de 2,000 francs. La ville de Bruxelles versera en outre au Trésor une somme de 55,000 francs, qui sera employée par le Département de la Guerre à la construction ainsi qu'à l'aménagement des bâtiments militaires à la Cambre, destinés à remplacer les locaux qui sont appelés à disparaître, et elle payera pendant deux ans au directeur général de l'Institut une indemnité annuelle de logement de 2,500 francs.

La Ville transformera en square, à ses frais, les terrains militaires compris entre la nouvelle avenue et la limite du terre-plein contigu existant (plaine d'exercices). Les plantations et l'aménagement des perspectives de ce square seront effectués dans un esprit large, d'accord avec l'État ; l'entretien en sera assuré par la Ville, à ses frais. Le square restera à l'usage exclusif du Département de la Guerre, qui pourra y établir des installations militaires ne nuisant pas à l'ensemble.

La balustrade à construire par la Ville le long de la nouvelle avenue, à la

limite des terrains de la Cambre, devra constituer une clôture artistique conçue de manière à éviter tout accès du public dans l'enclos de l'Institut cartographique.

Les nouvelles dispositions qui précèdent font l'objet d'une convention du 19 novembre 1908.

IV.

L'agrandissement de la gare de formation de Schaerbeek nécessite l'incorporation des terrains occupés par deux tronçons à détourner du collecteur de la ville de Bruxelles, d'une longueur respective de 900 et 1,200 mètres, situés l'un immédiatement à l'aval de la rue Teichman, à Schaerbeek, l'autre en amont du siphon du Hollebeek, à Haeren. L'État est déjà propriétaire des parcelles affectées au premier tronçon, sauf une contenance de 32 ares, qui appartient encore à la Ville.

Suivant acte du 10 décembre 1908, passé sous réserve d'approbation par la Législature, la Ville cède à l'État le deuxième tronçon et la parcelle de 32 ares précitée, en échange de la bande de terrain à utiliser pour le détournement en amont du siphon du Hollebeek, et moyennant une soulte de 19,200 francs au profit de la caisse communale. Cette soulte représente la valeur, au taux de 60,000 francs l'hectare, de la parcelle de 32 ares.

Comme de raison, c'est le Département des Chemins de fer qui exécute les travaux de dérivation du collecteur; à défaut d'espace disponible, le premier tronçon est établi sous l'avenue de grande voirie de Bruxelles à Vilvorde.

V.

La Société anonyme du Chemin de fer industriel du port de Vilvorde, usines Duché à Haeren et extensions, a demandé l'achat d'un terrain domanial de 13 ares 52 centiares, situé à Neder-Over-Heembeek et tenant à la digue orientale du canal maritime de Bruxelles au Rupel, en vue de raccorder la ligne qu'elle exploite à l'embranchement ferré vers la gare de Haeren, construit par la Société des Ciments Portland artificiels de Buda.

Ce terrain forme la partie extrême, vers Vilvorde, et la moins avantageuse, étant donné l'irrégularité des limites avec les propriétés particulières, d'une plus grande parcelle appartenant à l'État.

Le prix en a été fixé à 5 francs le mètre carré — soit 6,760 francs — et l'acte de vente a été signé le 2 février 1909.

VI.

L'État possède à Tournai, le long du quai Bozière, une bande de terrain mesurant 16 m. 93 c. de longueur sur une profondeur de 1 m. 66 à 2 m. 24 c., contenant 28 m² 26 d³ et presque entièrement couverte de vestiges d'un ancien rempart, en contre-haut duquel se trouvent adossées des constructions ayant leur façade rue Marvis.

Ces restes de fortifications se désagrègent et présentent du danger pour la circulation sur la voie publique ; ils déparent cet endroit de la ville, situé à l'entrée de deux grandes artères, en face du pont de Marvis et de la chaussée de Bruxelles ; ils occasionnent, d'ailleurs, des dépenses d'entretien et de consolidation ; mais ils n'ont pas été abattus jusqu'ici, de crainte de mettre en péril les bâtisses y adossées.

Ce qui précède montre assez que le terrain n'a aucune valeur appréciable, et c'est inutilement que le Domaine a tenté de le vendre.

L'administration communale désirant établir au quai Bozière un trottoir qui nécessite l'enlèvement partiel des vieux murs, le Gouvernement a pensé que le mieux est d'abandonner l'entièreté de la parcelle à la ville, laquelle assumera ainsi les frais et les risques de la démolition et pourra prendre des mesures pour l'aménagement de ce coin de la cité.

L'acte de cession gratuite a été réalisé le 6 mars 1909.

VII.

Les travaux de mise à grande section du canal de Charleroi à Bruxelles entraînent l'achat de trois emprises situées à Clabecq et à Tubize, d'une contenance totale de 25 ares 41 centiares, appartenant à la société anonyme « Forges de Clabecq ».

Celle-ci a consenti à les céder en échange de trois parcelles domaniales disponibles, de 1 hectare 62 ares 46 centiares, sises à Clabecq, Ittre et Tubize.

Les terrains domaniaux sont estimés à 35,651 francs 74 centimes, et ceux empris, à 7,598 francs ; la soulte à payer au Trésor est égale à la différence, soit 28,253 francs 74 centimes.

Suivant les stipulations du contrat souscrit, l'État a la faculté d'effectuer des dépôts à provenir de l'élargissement du canal, à concurrence de 25,000 mètres cubes, sur un terrain restant appartenir à la Société ; enfin, il prend l'engagement de céder à celle-ci, après l'exécution des travaux, un excédent d'emprise de 82 centiares qui deviendra disponible par suite du détournement de la route provinciale de Mont-Saint-Jean à Tubize, ainsi que l'assiette (3 ares 35 centiares) d'un tronçon à désaffecter de la dite route, dans le cas où la province de Brabant lui abandonnerait la propriété de ce tronçon ; le prix de cette vente éventuelle est fixé à 1,858 francs 57 centimes, d'après les estimations qui ont servi de base à la conclusion de l'échange.

Le Gouvernement sollicite l'approbation du contrat intervenu le 29 mars 1909.

VIII.

L'eau du puits de la maison de M^{me} veuve Thomas-Courtois, à Habay-la-Neuve, étant contaminée par des infiltrations provenant de la caserne de gendarmerie contiguë, l'intéressée a sollicité la cession d'une parcelle de

1 are 50 centiares dépendant du jardin de la caserne, afin d'être à même de creuser un nouveau puits à un endroit plus éloigné.

Dans cette situation spéciale, il a été jugé équitable d'assurer à M^{me} Thomas, seule propriétaire riveraine, la propriété de la petite parcelle en question.

La vente a été consentie par acte du 4 mai 1909, au prix de 450 francs, égal à la valeur estimative, et sous la condition que l'acquéreuse s'engage à construire à ses frais un mur de clôture à cheval sur la limite du domaine particulier de la Guerre, mur qui sera la propriété de l'État pour moitié.

IX.

En vertu d'un acte du 4 avril 1908, approuvé par l'article 1^{er}, 5^o, de la loi du 31 août 1908, la Société centrale pour la protection de la pêche fluviale est locataire, jusqu'au 15 avril 1917, d'étangs situés dans la forêt de Soignes, moyennant un fermage payable partie en nature, en abandonnant à l'État le tiers des alevins obtenus, et partie en espèces en lui tenant compte d'une part du produit des permis de pêche. L'État intervient annuellement à concurrence de 50 francs dans les frais occasionnés par la pêche au filet, le transport et le déversement des poissons destinés au repeuplement des étangs affectés à la pêche à la ligne.

Par convention du 11 mai 1909, sept petits étangs, récemment créés à Groenendael sur l'Isque, sont ajoutés aux étangs déjà loués, pour un terme expirant aussi le 15 avril 1917, aux clauses et conditions du bail du 4 avril 1908, la part du Domaine dans les frais de pêche restant fixée à 50 francs par an.

X.

La ville de Binche s'est adressée à l'État afin d'obtenir la cession de l'ancienne caserne de gendarmerie de cette localité, dans le but d'y installer le service de la distribution d'eau et le service des incendies.

Étant donné le caractère d'utilité publique de ces destinations, le Gouvernement a cru devoir accueillir favorablement la demande, sous réserve de ratification par la Législature. La vente a été consentie, suivant acte du 15 mai 1909, au prix de 12,000 francs, égal à l'estimation du receveur des domaines.

XI.

L'article 4 de la loi du 23 mars 1907 a approuvé une convention conclue le 8 du même mois entre l'État et la commune d'Ixelles pour l'aménagement du quartier de l'abbaye de la Cambre.

L'avenue courbe à créer par la commune en exécution de ce contrat entraînait la disparition de la chapelle Saint-Boniface, comprise dans l'enclos de l'abbaye.

En séance du 20 juillet 1907, la Commission royale des monuments a

exprimé le vœu de voir conserver cette chapelle à raison du réel intérêt historique et archéologique qu'elle présente.

D'autre part, les études définitives ont fait reconnaître l'utilité d'améliorer le projet en ce qui concerne :

1° Le raccordement des étangs du Bas-Ixelles avec le quartier et le bois de la Cambre, par la suppression de la rue du Levant et l'ouverture d'une voie publique reliant l'avenue de la Cascade à l'avenue Courbe ;

2° Le raccordement du quartier de l'Abbaye avec celui de Boendael, par l'élargissement à vingt mètres de l'artère destinée à mettre l'avenue Courbe en communication avec le Rond-point de la Petite Suisse ;

3° Le raccordement de l'avenue Courbe à l'avenue des Nations (avenue Louise prolongée), par la création, au carrefour de ces deux voies publiques, d'un terre-plein curviligne en terrasse.

Il est également fort désirable, au point de vue esthétique, de remplacer le simple garde-corps prévu le long de l'avenue Courbe, par une balustrade monumentale en harmonie avec celle que la ville de Bruxelles établira le long de l'avenue des Nations, de l'autre côté de l'enclos de la Cambre.

Le Gouvernement et l'administration communale se sont mis d'accord sur un nouveau tracé réalisant ces desiderata et respectant la chapelle Saint-Boniface, qui sera entourée d'un square avec plantations, d'une contenance de neuf ares, à créer et à entretenir par la commune.

Aux termes de l'article 5 de la convention du 8 mars 1907, l'État a cédé gratuitement à la commune d'Ixelles les excédents de terrains dépendant de l'Abbaye et situés à gauche de l'avenue Courbe, direction vers le bois, excédents d'une superficie approximative de 52 ares. Par suite du changement du tracé de l'avenue, ces excédents verront leur surface élevée à 97 ares, soit une augmentation de 45 ares dont la revente, après l'exécution par la commune des travaux de voirie, est estimée pouvoir produire 360,000 francs.

Mais, par contre, le supplément de dépense imposé à la commune par les nouveaux arrangements est évalué à 578,000 francs.

En somme, l'État supportera, sous forme d'abandon de terrains, à peu près tout le supplément de dépense prévu ; la chose est rationnelle, puisque les modifications du premier projet ont été provoquées par lui, afin de respecter une chapelle classée comme monument historique et dans l'intérêt de l'embellissement des abords de la partie à conserver de l'ancienne abbaye.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que, si le tracé primitif de l'avenue avait été maintenu, les 45 ares dont il s'agit ci-dessus seraient restés englobés dans l'enclos de la Cambre qui n'est pas destiné à être aliéné : cette circonstance diminue considérablement, en fait, le sacrifice consenti par l'État.

Enfin, les dépenses à résulter des expropriations poursuivies par la commune pour l'exécution de la convention du 8 mars 1907 dépasseront d'environ 450,000 francs les prévisions qui ont servi de base à ce contrat ; il convient, à raison de cette circonstance, de ne pas demander de nouveaux sacrifices à l'administration communale.

XII.

La ville de Liège voudrait relier les quartiers de Vivegnis et de Sainte-Walburge au moyen d'un chemin en lacet qui nécessite, notamment, l'occupation d'un terrain domanial d'une contenance approximative de 50 ares 20 centiares, dont elle sollicite la cession au prix de 2 francs le mètre carré, reconnu satisfaisant par les agents de l'État.

D'autre part, elle demande que celui-ci lui abandonne gratuitement, en vue de l'incorporer dans la voirie urbaine, un chemin de servitude, sans aucune valeur réalisable, créé par l'administration des chemins de fer contre la ligne de ceinture et donnant accès à la rue Vivegnis.

Enfin, la Ville achèterait, aux prix respectifs de 17 francs et de 50 centimes le mètre carré, deux bandes de terrain de 1 are 64 centiares et de 2 ares 91 centiares, longeant le chemin de servitude prémentionné, — ce dans le but d'un élargissement ultérieur de celui-ci.

Un accord a été conclu, sur les bases qui précèdent, entre le Gouvernement et l'administration communale de Liège, pour être réalisé après le mesurage contradictoire des terrains.

XIII.

Suivant acte du 13 février 1902, il a été accordé à M. Hoffmann le droit d'extraire et d'enlever la tourbe existant dans deux parcelles de la fange de Hourchamps, d'une contenance totale de 20 hectares 52 ares 95 centiares, situées dans la partie domaniale de la forêt de Freyr, sur le territoire de la commune de Tenneville. Le contrat a été conclu pour une durée de quinze années, expirant le 13 février 1917, moyennant quinze annuités de 1,200 francs chacune, dont sept restent actuellement dues.

La convention présentait pour l'État le double avantage de lui rapporter un prix rémunérateur et de débarrasser les terrains de la couche tourbeuse, qui rend le boisement des fanges onéreux en même temps que d'une réussite lente et aléatoire. En outre, le Gouvernement ne pouvait que favoriser la tentative d'implanter dans une région pauvre une nouvelle industrie, consistant dans la fabrication de briquettes pour le chauffage et l'utilisation éventuelle de la tourbe à certaines autres destinations.

Jusqu'à présent, une petite quantité seulement de la tourbe a été extraite. Après des tâtonnements et des essais inévitables dans une industrie nouvelle, M. Hoffmann et son associé, M. Stoclet, ont reconnu la nécessité, pour rendre l'affaire viable, d'employer des installations perfectionnées permettant une production importante, mais entraînant une mise de fonds considérable dont l'amortissement exige une longue durée ainsi qu'une extension de la surface à exploiter. Ils ont obtenu de la ville de Bastogne le droit d'extraire la tourbe dans la fange dite « Rouge Poncé », contenant 79 hectares 50 ares et située dans la même forêt, ce pour une durée de 30 années, expirant le 20 novembre 1936. Ils demandent que l'État prolonge jusqu'à

la même date le terme de la convention de 1902, et qu'il répartisse sur 27 années les sept annuités de 1,200 francs qui lui reviennent encore.

Le Gouvernement estime que la demande est susceptible d'être accueillie, sauf à calculer le montant de la nouvelle annuité de manière à rémunérer l'État, d'une part, de la perte d'intérêt résultant de la prolongation du délai de paiement de la somme de 8,400 francs qui lui reste due, et, d'autre part, de la perte de revenus, à provenir de ce que les terrains ne lui seront remis que vingt ans plus tard ; établie sur ces bases, l'annuité s'élève à 540 francs.

Par acte du 15 octobre 1903, il a été loué à M. Hoffmann, jusqu'au 15 février 1917 et moyennant un fermage annuel de 60 francs, un terrain de 97 a. 82 c., contigu à la tourbière, destiné au dépôt et au séchage des briquettes. Le terme de ce bail serait également prolongé jusqu'au 20 novembre 1936.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 16 mars 1886, le Gouvernement ne peut contracter que pour 18 ans ; l'autorisation des Chambres est donc nécessaire pour traiter dans les conditions indiquées ci-dessus.

XIV.

Le dispositif des nouvelles installations maritimes d'Ostende prévoit l'établissement par la Ville, le long de la rive gauche du canal de Bruges, en amont du bassin d'évolution, d'une usine à gaz, d'un abattoir, d'une étable de quarantaine et d'une gare au bétail.

Des terrains, d'une surface de 5 h. 81 a. 65 c., à affecter à ces usages, ont été acquis par l'État en même temps que ceux destinés aux installations du chemin de fer, et le Gouvernement s'est entendu avec la ville d'Ostende pour les lui céder au prix coûtant, augmenté des frais et des intérêts à 3 p. c. l'an depuis la date des débours. La dépense à rembourser au Trésor, établie au 30 juin 1909, est de. fr. 112,590.10

La Ville doit, en outre, acquérir une bande de terrain domanial de 7 a. 22 c. 58 dm., faisant partie des dépendances de la route longeant le canal et estimée fr. 2,167.90

Prix total. fr. 114,758. »

Cette somme sera payable en cinq annuités de fr. 23,057.94, calculées sur la base d'un intérêt de 3 p. c. l'an, exigibles la première le 30 juin 1910 et les autres chacune à un an d'intervalle.

XV.

L'État est devenu propriétaire, par le traité de reprise du Congo, d'une villa et de terrains à bâtir situés à Ostende, chaussée de Thourout, avenue de la Reine, squares Stéphanie et Clémentine, contenant 88 ares 21 centiares, et estimés 293,000 francs.

Ces biens avaient été cédés par la Fondation de la Couronne à l'État Indé-

pendant, le 24 décembre 1906, avec la destination suivante que la Belgique s'est engagée à respecter :

« La villa et les terrains peuvent être aliénés sous la condition que les
» plans des constructions à édifier, ainsi que la hauteur de celles-ci, devront
» être approuvés par arrêté royal ; les lignes principales devront être main-
» tenues, ainsi que la zone actuelle de recul, et il ne pourra y être apporté
» des modifications sans un arrêté royal. »

Le Gouvernement sollicite l'autorisation de réaliser ces immeubles, sous les conditions particulières préindiquées.

Le Ministre des Finances,

JUL. LIEBAERT.



PROJET DE LOI

relatif à des aliénations et locations
d'immeubles domaniaux.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances, de l'Intérieur et de l'Agriculture, des Travaux publics, de la Guerre, et des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les conventions suivantes :

1^o L'acte du 5 octobre 1908, contenant cession gratuite à la ville de Mons d'un terrain de 57^{m²} 50 d^{m²}, destiné à l'élargissement de la rue des Fossés au droit de l'hôtel central des Postes, Télégraphes et Marchandises ;

2^o Le contrat du 26 octobre 1908, portant cession gratuite à M. Idiers, sous certaines conditions, de partie d'un tronçon de la rue de la Station à Auderghem, supprimé par l'établissement de l'Avenue de Boitsfort à Woluwe-Saint-Pierre ;

ONTWERP VAN WET

betreffende vervreemdingen en verpachtingen van domeingoederen.

Léopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën, van Binnenlandsche zaken en Landbouw, van Openbare Werken, van Oorlog, en van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën zal in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers voorleggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Worden goedgekeurd de volgende overeenkomsten :

1^o De akte van 3 October 1908, houdende kosteloozen afstand aan de stad Bergen van een terrein groot 57^{m²} 50 d^{m²}, bestemd tot het verbreeden van de « rue des Fossés » rechtover het centraal hotel van Posterijen, Telegrafen en Goederen ;

2^o Het contract van 26 October 1908, houdende, onder zekere voorwaarden, kosteloozen afstand, aan den heer Idiers, van gedeeltelijk een eind der Statiestraat, te Auderghem, hetwelk teniet werd gedaan voor het aanleggen der laan van Boschvoorde naar Sint-Pieters-Woluwe ;

3° La convention conclue le 19 novembre 1908 entre l'État et la ville de Bruxelles, en vue du prolongement de l'Avenue Louise. La somme de 35,000 francs dont il s'agit au 1° de l'article 3 du contrat sera rattachée au budget des recettes et des dépenses pour ordre; le Département de la Guerre est autorisé à en disposer pour la construction et l'aménagement de bâtiments militaires à la Cambre;

4° L'échange intervenu le 10 décembre 1908 entre l'État et la ville de Bruxelles, en vue de l'agrandissement de la gare de formation de Schaerbeek;

5° L'acte du 2 février 1909, contenant vente à la Société anonyme du Chemin de fer industriel du port de Vilvorde, Usines Duché à Haeren et extensions, moyennant le prix de 6,760 francs, d'un terrain de 13 ares 52 centiares situé à Neder-over-Heembeek, tenant à la digue orientale du Canal maritime de Bruxelles au Rupel et cadastré Sⁿ A, partie du N° 153ⁿ;

6° Le contrat du 6 mars 1909, portant cession gratuite à la ville de Tournai d'un terrain de 28^{m2} 26^{dm2}, situé au quai Bozière;

7° L'acte du 29 mars 1909 portant :

a. Cession à la société anonyme « Forges de Clabecq » de trois parcelles, d'une contenance totale de 1 hectare 62 ares 46 centiares, sises à Clabecq, Ittre et Tubize, en échange de 25 ares 41 centiares de terrain à Clabecq et Tubize, et moyennant une soulte de 28,253 francs 74 centimes à payer par la dite Société;

b. Engagement de céder à celle-ci, sous certaine condition, une parcelle de 4 ares 17 centiares, au prix de fr. 1,858.57;

8° L'acte du 4 mai 1909, contenant vente à M^{me} Veuve Thomas-Courtois, au prix de 450 francs, d'un terrain de 1 are

3° De overeenkomst op 19 November 1908 gesloten tusschen den Staat en de stad Brussel, met het oog op de verlenging der Louizalaan. De som van 35,000 frank waarvan sprake onder 1° van artikel 3 van het contract zal worden uitgetrokken op de begrooting der ontvangsten en uitgaven voor order; het Departement van Oorlog is gemachtigd erover te beschikken voor het stichten en inrichten van militaire gebouwen te Terkameren;

4° De ruiling op 10 December 1908 getroffen tusschen den Staat en de stad Brussel voor het verruimen der rangeerstatie Schaerbeek;

5° De akte van 2 Februari 1909, houdende verkoop aan de naamlooze vennootschap van den nijverheidsspoorweg der haven Vilvoorden, Fabrieken Duché te Haeren en uitbreidingen, mits den prijs van 6,760 frank, van een terrein groot 13 aren 52 centiares, gelegen te Neder-over-Heembeek, palende aan den oostdijk van het zeekanaal van Brussel naar den Rupel en gekadaastreerd S^{ie} A, gedeelte van n° 153^A;

6° Het contract van 6 Maart 1909, houdende kosteloozen afstand aan de stad Doornijk van een terrein van 28^{m2} 26^{dm2}, gelegen aan den « Quai Bozière »;

7° De akte van 29 Maart 1909, houdende :

a. Afstand aan de naamlooze vennootschap « Forges de Clabecq » van drie perceelen, gezamenlijk groot 1 hectare 62 aren 46 centiares, gelegen te Clabecq, Ittre en Tubeke, in ruiling tegen 25 aren 41 centiares terrein te Clabecq en Tubeke, en mits eene toegift van 28,253 frank 74 centiemen door gemelde vennootschap te betalen;

b. Verbintenis om, onder zekere voorwaarden, een perceel, groot 4 aren 17 centiares aan laatstgemelde, tegen den prijs van fr. 1,858.57 af te staan;

8° De akte van 4 Mei 1909, houdende verkoop aan M^w W^{ve} Thomas-Courtois, tegen den prijs van 450 frank, van een

50 centiares situé à Habay-la-Neuve;

9^o Le contrat du 11 mai 1909, portant location à la Société centrale pour la protection de la pêche fluviale, de sept étangs récemment créés dans la forêt de Soignes, à Groenendael;

10^o L'acte du 15 mai 1909, contenant vente à la ville de Binche, au prix de 12,000 francs, de l'ancienne caserne de gendarmerie de cette localité;

11^o La convention conclue le 14 juin 1909 entre l'État et la commune d'Ixelles, en vue de l'aménagement du quartier de l'abbaye de la Cambre, ainsi que de son raccordement avec l'avenue Louise prolongée et le quartier de Boendael.

ART. 2.

Le Ministre des Finances est autorisé :

1^o A céder à la ville de Liège les immeubles ci-après, situés sur son territoire :

a. Gratuitement, un chemin de servitude longeant la ligne de ceinture et donnant accès à la rue Vivegnis;

b. Aux prix respectifs de 17 francs et de 50 centimes le mètre carré, deux bandes de terrain d'une contenance approximative de 1 are 64 centiares et de 2 ares 91 centiares, longeant le dit chemin;

c. Au prix de 2 francs le mètre carré, un terrain cadastré S^{on} B, N^{os} 1397^c, 1398ⁱ et 1398^j, pour une superficie de 50 ares 20 centiares;

2^o a. A prolonger jusqu'au 20 novembre 1936 la durée de la convention conclue le 13 février 1902 avec M. Hoffmann, pour l'exploitation de la tourbe dans deux parcelles de la « Fange de Hourchamps » (forêt de Freyr), ce moyennant 27 annui-

terrein groot 1 are 50 centiares, gelegen te Habay-la-Neuve;

9^o Het contract van 11 Mei 1909, houdende verpachting, aan de « Société centrale pour la protection de la pêche fluviale », van zeven vijvers onlangs aangelegd in het Soniënwood, te Groenendael;

10^o De akte van 15 Mei 1909, houdende verkoop aan de stad Bing, tegen den prijs van 12,000 frank, van de voormalige gendarmeriekazerne dezer localiteit;

11^o De overeenkomst op 14 Juni 1909 gesloten tusschen den Staat en de gemeente Elsene, met het oog op de inrichting der wijk van de Abdij van Terkameren, alsmede op dezer aansluiting met de verlengde Louizalaan en de wijk Boendael.

ART. 2.

De Minister van Financiën wordt gemachtigd :

1^o Tot het afstaan aan de stad Luik van navermelde onroerende goederen, gelegen op haar grondgebied :

a. Kosteloos, eenen weg met erfdienstbaarheid bezwaard langs den ringspoorweg en toegang verleende tot de « rue Vivegnis » ;

b. Tegen de wederzijdsche prijzen van 17 frank en van 50 centiemen den vierkanten meter, twee strooken grond eener benaderende grootte van 1 are 64 centiares en van 2 ares 91 centiares, gelegen langs gemelden weg;

c. Tegen den prijs van 2 frank den vierkanten meter, een terrein gekadastréerd S^{ic} B, n^{rs} 1397^c, 1398ⁱ en 1398^j, voor eene oppervlakte van 50 ares 20 centiares;

2^o a. Tot het verlengen, tot den 20 November 1936, van den duur der overeenkomst op 13 Februari 1902 gesloten met den heer Hoffmann, voor het exploiteeren van de turf op twee perceelen van de « Fange de Hourchamps » (woud van

tés de 540 francs exigibles le 1^{er} mars de chacune des années 1910 à 1936;

b. A prolonger jusqu'à la même date le bail consenti à M. Hoffmann, suivant acte du 15 octobre 1903, d'un terrain de 97 ares 82 centiares contigu à la tourbière, moyennant un fermage annuel de 60 francs; •

3° A céder à la ville d'Ostende, pour la construction d'une nouvelle usine à gaz et d'installations pour le bétail, un bloc de terrain situé en cette ville, contenant 5 hectares 88 ares 87 centiares 58 dix-milliaires, moyennant le prix de 114,758 francs payables en 5 annuités de 23,057 francs 94 centimes;

4° A aliéner publiquement ou de gré à gré, en détail, la villa et les terrains à bâtir situés à Ostende, chaussée de Thourout, avenue de la Reine, squares Stéphanie et Clémentine, dont l'État est devenu propriétaire par le traité de reprise du Congo; l'aliénation aura lieu sous les conditions particulières imposées par ce traité.

Donné à Laeken, le 23 juin 1909.

Freyr), zulks mits 27 annuïteiten van 540 frank opvorderbaar den 1ⁿ Maart van elk der jaren 1910 tot 1936;

b. Tot het verlengen, tot op dienzelven datum, van het contract waarbij, volgens akte van 15 October 1903, aan den heer Hoffmann een terrein van 97 aren 82 centiares, palende aan de veenderij, in pacht werd gegeven mits een jaarlijks pachtgeld van 60 frank;

3° Tot het afstaan aan de stad Oostende, voor den bouw van eene nieuwe gasfabriek en van inrichtingen voor het vee, van een blok terrein, gelegen te dezer stad, groot 5 hectaren 88 aren 87 centiares 58 tien duizendsten van are, mits den prijs van 114,758 frank, betaalbaar bij middel van 5 annuïteiten van 23,057 frank 94 centiemen;

4° Tot het stuksgewijze vervreemden, in het openbaar of uit de hand, van de villa en de bouwgronden gelegen te Oostende, steenweg van Thourout, Koninginnelaan, Stephania- en Clementina squares, waarvan de Staat, bij het verdrag tot overname van Congo, eigenaar is geworden; de vervreemding zal plaats hebben onder de bijzondere voorwaarden die bij gemeld verdrag zijn opgelegd.

Gegeven te Laken, den 23 Juni 1909.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

Jul. LIEBAERT.

*Le Ministre de l'Intérieur et de
l'Agriculture,*

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Landbouw,*

F. SCHOLLAERT.

Le Ministre des Travaux publics,

De Minister van Openbare Werken,

AUG. DELBEKE.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafen,*

G. HELLEPUTTE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JUNI 1909.

Wetsontwerp betreffende vervreemdingen en verpachtingen van domeingoederen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ingevolge 's Konings bevelen, heb ik de eer de Wetgevende Kamers ter overweging aan te bieden een wetsontwerp betreffende vervreemdingen en verpachtingen van domeingoederen.

Onderstaande beschouwingen bevatten de gronden waarop gemeld ontwerp rust :

I.

De aanbouw van een centraal hotel van Posterijen, Telegrafen en goederen in de Nimy- en Fossésstraten, te Bergen, vergt de verbreeding van laatstgemelden openbaren weg om het gebouw vrij te maken en den toegang daartoe, zoowel als de verlichting en de indeeling der lokalen, te vergemakkelijken.

Het terrein, groot 57 m² 50 d², dat te dien einde op de door den Staat onteigende gronden behoort te worden ingenomen, werd kosteloos aan de stad afgestaan, en het beheer der telegrafen zal aan laatstgemelde, binnen de grenzen van een maximum van 1,400 frank, de kosten terugbetalen der wegeniswerken die als verplichten aankleve van de stichting van het hotel worden beschouwd.

II.

Het aanleggen der baan van Boschvoorde naar Sint-Pieters-Woluwe, op het grondgebied van Auderghem, heeft aanleiding gegeven tot het te niet doen van een gedeelte der Statiestraat, waarvan de gemeente de grondoppervlakte aan den Staat kosteloos heeft afgestaan.

Langs gemeld gedeelte ligt, onder meer, een den heere Idiers toebehoorend goed, hebbende 70 m. 32 c. vóórzijde, en bestaande uit negen huizen en eenen tuin.

De van den te niet gedanen openbaren weg voortkomende strook grond, welke de gebouwen afscheidt van de rooilijn van hoogergermelde laan; heeft eene diepte van 9 m. 53 tot 13 m. 53, en beslaat 875 m² 87 d²; voor een zeer groot gedeelte valt zij samen met de ongebouwd te laten strook van 9 m. 50 diepte die, luidens het koninklijk besluit van 20 Juni 1901, waarbij de aanlegging van den nieuwen verkeersweg wordt verordend, langs even-gemelden weg moet worden voorbehouden om tot tuintjes te worden vervormd en, zoowel langs den openbaren weg als over de zijgrenzen van iedere woning, door een ijzeren hek te worden afgesloten.

Op rechtsgrond bevond zich de Staat in de verplichting eerstgenoemde strook in stand te laten ten behoeve van den toegang tot de huizen van den heer Idiers; deze was niet gehouden dezelve aan te koopen, in te richten of af te sluiten; ter verwezenlijking, op dat gedeelte der laan, van den opzet voorzien bij hoogerbedoeld besluit, stond de Regeering niets anders te doen dan de vrij hooge kosten van inrichting en afsluiting te haren laste te nemen, ofwel gansch het goed van den heer Idiers te onteigenen.

Onderhandelingen met den belanghebbende hebben geleid tot een vergelijk, waarvan de voorgaande toelichting duidelijk de voor den Staat voordeelige strekking doet uitschijnen: meerbedoelde strook grond wordt aan den heer Idiers kosteloos afgestaan, bezwaard met de erfdienstbaarheid *non aedificandi* en onder gehoudenheid daarop tuintjes aan te leggen, afgesloten bij middel van ijzeren hekken die op eenen voetsmuur van arduinsteen rusten.

III.

Artikel 4 der wet van 23 Maart 1907 (*Moniteur* van 28^e, n^o 87) heeft eene overeenkomst goedgekeurd die, op 8 derzelfde maand, tusschen den Staat en de stad Brussel werd gesloten met het oog op de verlenging van de Louizalaan.

Het eindonderzoek van het ontwerp heeft doen inzien, dat het in hooge mate nuttig zou wezen, op 52 tot 56 meter breedte te brengen het eind laan begrepen tusschen de Dageraadstraat en de Congolaan, alsmede door eene glooiing te vervangen den schoormuur waarvan de oprichting was voorzien recht over de gebouwen van het militair Landkaart-Instituut; naar aanleiding van het voorgaande is wijziging gebracht in de aanwijzing der perceelen die op de voormalige Abdij van Terkameren behooren ingenomen en aan de stad Brussel kosteloos afgestaan te worden.

Anderzijds, het vervangen van den schoormuur door eene glooiing vordert het wegruimen der gebouwen van het bestuur van het Instituut; de afbraak hiervan wordt gedaan door de stad, aan dewelke de materialen worden afgestaan mits den prijs van 2,000 frank. Daarenboven wordt door de stad Brussel in den Staatsschat gestort eene som van 35,000 frank, welke door het Departement van Oorlog zal worden aangewend om, ter vervanging der lokalen die moeten verdwijnen, militaire gebouwen te Terkameren te stichten en in te richten; de stad zal insgelijks, gedurende twee jaar, aan den Directeur generaal van het Instituut, wegens gemis van vrije woning, eene jaarlijksche schadeloosstelling van 2,500 frank uitkeeren.

De stad zal, op hare kosten, eene square aanleggen op de militaire gronden begrepen tusschen de nieuwe laan en de grenslijn van het naast-aangelegen thans bestaande verhoogd terrein (exercitieplein). De beplantingen en de inrichting van het perspectief van die square zullen in een breeden geest worden opgevat, in overleg met den Staat; voor het onderhoud ervan zal door de stad en op hare kosten worden gezorgd. Gemelde square zal uitsluitend ten gebruike blijven van het Departement van Oorlog, dat daarin militaire inrichtingen zal mogen stichten welke niet aan den geheelen opzet schaden.

De leuning welke door de stad behoort te worden gebouwd langs de nieuwe laan, op de grenslijn der gronden van Terkameren, moet eene afsluiting uitmaken die, hoezeer aan den kunstsmaak voldoende, toch zoodanig zal opgesteld zijn, dat zij allen toegang van het publiek tot de besloten ruimte van het Landkaart-Instituut belet.

Voorgaande nieuwe schikkingen maken het voorwerp uit van eene overeenkomst van 19 November 1908.

IV.

De verruiming van de rangeerstatie Schaerbeek vordert de inlijving van de gronden waarop zich twee te verleggen eindén bevinden van het stamriool der stad Brussel, wederzijds lang 900 en 1,200 meter en gelegen, het eene onmiddellijk benedenwaarts de Teichmanstraat, te Schaerbeek, het andere stroomopwaarts den duiker van de Hollebeek te Haeren. De Staat is reeds de eigenaar van de perceelen die ten behoeve van het eerste eindriool werden benuttigd, behoudens evenwel eene nog aan de stad toebehoorende oppervlakte van 32 aren.

Volgens akte van 10 December 1908, verleden onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Macht, wordt het tweede eind en het voormeld perceel van 32 aren door de stad aan den Staat afgestaan in ruiling tegen de strook grond te benuttigen voor de verlegging stroomopwaarts den duiker van de Hollebeek, en mits eene toegift van 19,200 frank ten bate der Gemeentekas. Becijferd tegen den prijs van 60,000 frank de hectare, is deze toegift in verhouding tot de waarde van het perceel van 32 aren.

Het behoeft geen betoog, dat het Departement van Spoorwegen zich belast met de uitvoering der werken tot verlegging van het stamriool; bij gebrek van beschikbare ruimte, is het eerste eind aangelegd onder de laan van Brussel naar Vilvoorden, die tot de groote wegenis behoort.

V.

De naamlooze vennootschap van den nijverheidsspoorweg der haven Vilvoorden, fabrieken Duché te Haeren en uitbreidingen, heeft den aankoop gevraagd van eenen domeingrond van 13 aren 52 centiaren, gelegen te Neder-over-Heembeek en palende aan den oostdijk van het zeekanaal van Brussel naar den Rupel, met de bedoeling de door haar geëxploiteerde lijn te verbinden met de spoorvertakking naar de statie Haeren, aangelegd door de vennootschap der kunstmatige Portland-cementen van Buda.

Bedoeld terrein vormt het eindgedeelte, in de richting van Vilvoorden, van een aan den Staat toebehoorend grooter perceel, en is het minst voordelige uit hooft van de onregelmatigheid zijner grenzen langs de particuliere goederen.

De prijs ervan werd bepaald op 5 frank den vierkanten meter, — 't is te zeggen 6,760 frank — en de verkoopakte werd op 2 Februari 1909 onteekend.

VI.

Langs de « Bozière-kaai », te Doornijk, bezit de Staat eene strook grond hebbende 16 m. 93 c. lengte op eene diepte van 1 m. 66 c. tot 2 m. 24 c., groot 28 m² 26 d², bijna gansch ingenomen door de overblijfsels van een voormaligen vestingwal, tegen welks bovengedeelte gebouwen leunen die hunnen vóórgevel in de « rue Marvis » hebben.

Deze overblijfsels van vestingen geraken allengs meer en meer in verval en worden gevaarvol voor het verkeer op den openbaren weg; zij ontsieren het stadsgedeelte dat gelegen is aan den ingang van twee groote verkeerswegen, tegenover de Marvis-brug en den steenweg van Brussel; zij geven trouwens aanleiding tot uitgaven voor onderhoud en voor bevestiging, doch werden tot nog toe niet gesloopt, uit vrees de daartegen leunende gebouwen in gevaar te brengen.

Het voorgaande toont voldoende aan, dat het terrein slechts eene allergeeringe waarde heeft, en te vergeefs heeft het Domeinbestuur getracht het te verkoopen.

Nu het gemeentebestuur op de « Bosière kaai » een voetpad wenscht aan te leggen, waartoe het wegruimen van een gedeelte der oude wallen wordt gevergd, heeft de Regeering geoordeeld dat niets beters te doen stond dan het perceel in zijn geheel aan te stad over te laten; derwijze zal deze de kosten en het risico der afbraak te haren laste nemen en zal zij kunnen maatregelen treffen om dat stadsgedeelte naar behooren in te richten.

De akte van kosteloozen afstand is op 6 Maart 1909 gesloten geworden.

VII.

De werken voor het brengen op groote doorsnede der vaart van Charleroi naar Brussel, vergen den aankoop van drie te Clabecq en te Tubeke gelegen ingenomen gronden, gezamenlijk groot 25 aren 14 centiaren, toebehoorende aan de naamlooze vennootschap « Forges de Clabecq ».

Deze heeft erin toegestemd dezelve af te staan in ruiling tegen drie beschikbare domeinperceelen van 1 hectare 62 aren 46 centiaren, gelegen te Clabecq, Iltre en Tubeke.

De domeingronden zijn geschat op fr. 38,651.74 en de ingenomen gronden op 7,398 frank; de aan den Staatsschat uit te keeren toegift is gelijk aan het verschil, 't is te zeggen fr. 28,253.74.

Volgens de bepalingen van het gesloten contract, is de Staat bevoegd om op een terrein, dat aan de vennootschap blijft toebehooren, tot beloop eener

hoeveelheid van 23,000 kubieke meter, de specie te bergen die van de verbroeding der vaart zal voortkomen; ten slotte, gaat hij de verbintenis aan om, na uitvoering der werken, aan gemelde vennootschap te verkoopen een overschot van eenen ingenomen grond, groot 82 centiaren, dat beschikbaar zal worden ten gevolge van het verleggen der provinciale baan van Mont-Saint-Jean naar Tubeke, alsmede de grondoppervlakte (3 aren 53 centiaren) ingenomen door een te niet te doen eind van gemelde baan, zulks ingeval de provincie Brabant hem den eigendom van gemeld eind zou afstaan; op grond der schattingen die tot maatstaf hebben gediend voor het treffen der ruiling, is de prijs van den gebeurlijken verkoop bepaald op fr. 1,858.57.

De Regeering verzoekt om goedkeuring van het op 29 Maart 1909 gesloten contract.

VIII.

Doorsijpeling voortkomende van de belendende gendarmeriekazerne, besmet en verontreinigt het water van den huisput van M^w weduwe Thomas-Courtois, te Habay-la-Neuve. Om die reden, en ten einde een nieuwen put op eene meer verwijderde plaats te kunnen doen graven, heeft de belanghebbende den afstand gevraagd van een perceel, groot 1 are 50 centiaren, afhangende van den tuin der kazerne.

Uit aanmerking van dezen bijzonderen toestand, werd billijk geacht aan M^w Thomas, de eenige aanpalende eigenares, het bezit van het bedoelde klein perceel te verzekeren.

Bij akte van 4 Mei 1909 werd, tegen den prijs van 450 frank, overeenkomende met de schattingswaarde, de verkoop toegestaan, onder beding dat de koopter zich verbindt, op hare kosten, eenen afsluitingsmuur te paard te bouwen op de grenslijn van het privaat domein van Oorlog, muur die voor de helft eigendom van den Staat zal wezen.

IX.

Krachtens eene akte van 4 April 1908, goedgekeurd bij artikel 1, 5°, der wet van 31 Augustus 1908, is de « Société centrale pour la protection de la pêche fluviale », tot op 15 April 1917, de pachteres van in het Soniënwood gelegen vijvers, mits eenen pacht prijs betaalbaar deels in natura, door aan den Staat een derde van den verkregen pootvisch af te staan, en deels in geldspeciën door hem een gedeelte van de opbrengst der vischverloven uit te keeren. Door den Staat wordt jaarlijks, tot beloop van 50 frank, bijgedragen in de kosten veroorzaakt door het visschen met het net, het vervoeren en het storten van den visch bestemd tot herbevolking van de voor het visschen met de lijn voorbehouden vijvers.

Bij overeenkomst van 11 Mei 1909 worden, voor eenen termijn eindigende insgelijks op 15 April 1917, zeven onlangs te Groenendael, op de Isque, aangelegde kleine vijvers, bij de reeds verpachte vijvers gevoegd, onder de bedingen en voorwaarden van het pachtcontract van 4 April 1908, het aandeel van het Domein in de kosten der visscherij blijvende op 50 frank 's jaars vastgesteld.

X.

De stad Bing is met den Staat in onderhandeling getreden om afstand te bekomen van de voormalige gendarmeriekazerne dezer localiteit, ten einde daarin de diensten van de waterbezorging en van de brandweer onder te brengen.

Gesteld het karakter van algemeen nut der bestemming van gemeld gebouw, heeft de Regeering geacht het haar gedane verzoek te moeten inwilligen, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende macht. De verkoop werd toegestaan volgens akte van 15 Mei 1909, tegen den prijs van 12,000 frank, overeenkomende met de schatting van den ontvanger der Domeinen.

XI.

Artikel 4 der wet van 23 Maart 1907 heeft goedgekeurd eene overeenkomst die, op 8 derzelfde maand, tusschen den Staat en de gemeente Elsene werd gesloten voor het inrichten van de wijk der Abdij van Terkameren.

Moest de gemeente, in uitvoering van gemeld contract, de Krommelaan aanleggen, zoo zouden de werken ten gevolge hebben het verdwijnen van de Sint-Bonifaciuskapel, die in de besloten ruimte van de Abdij is gelegen.

In vergadering van 20 Juli 1907, heeft de Koninklijke Commissie van Monumenten den wensch uitgesproken, dat die kapel behouden worde uit hoofde van het niet te miskennen historisch en oudheidkundig belang dat zij oplevert.

Anderdeels hebben de eindstudiën doen inzien, dat het niet in geringe mate nuttig zou wezen het ontwerp te verbeteren met opzicht :

1° Tot het aansluiten der vijvers van het beneden Elsene met de wijk en het bosch van Terkameren, door de Dageraadstraat te niet te doen en een openbaren weg aan te leggen tot verbinding van de Watervallaan met de Krommelaan;

2° Tot het aansluiten van de wijk van de Abdij met die van Boendael, door op twintig meter breedte te brengen den verkeersweg die bestemd is de Krommelaan in gemeenschap te stellen met het « Ronde punt » van Klein Zwitserland;

3° Tot het aansluiten van de Krommelaan met de Natiënlaan (verlengde Louizalaan), door aanlegging aan het snijpunt van die twee openbare wegen van een kromlijnig hoogvlak in den vorm van een terras.

Uit een standpunt van kunstsmaak verdient het insgelijks in ruime mate aanbeveling, de eenvoudige langs de Krommelaan voorziene borstwering te vervangen door eene monumentale leuning in den trant van die welke, door de stad Brussel, langs de Natiënlaan, aan de overzijde van de besloten ruimte van Terkameren zal worden geplaatst.

Regeering en Gemeentebestuur zijn eenstemmig geworden omtrent eene nieuwe richting waardoor deze desiderata verwezenlijkt worden en de St-Bonifaciuskapel gespaard blijft; laatstgemelde zal omgeven worden door eene square met beplantingen, groot 9 aren, welke de gemeente zal aanleggen en onderhouden.

Luidens artikel 5 der overeenkomst van 8 Maart 1907, heeft de Staat aan de gemeente Elsene kosteloos de overhoeken afgestaan van de gronden die bij de Abdij behoorren en aan den linkerkant der Krommelaan, in de richting van het bosch, zijn gelegen, overhoeken eener benaderende grootte van 52 aren. Ten gevolge van de wijziging in de richting der laan, zullen gemelde overhoeken grooter worden en eene oppervlakte beslaan van 97 aren, 't is te zeggen dat zij 45 aren meer zullen omvatten. Nadat de gemeente de wegniswerken zal hebben uitgevoerd, zal, volgens schatting, de verkoop van evengemelde gronduitgestrektheid 360,000 frank kunnen opbrengen.

Daartegenover, nochtans, worden de meerdere uitgaven welke door die nieuwe schikkingen aan de gemeente zijn opgelegd, op 378.000 frank geraamd.

Kortom, de Staat zal, onder vorm van afstand van gronden, nagenoeg het geheele bijkomende van de in uitzicht gestelde uitgaven bestrijden; zulks is toch maar billijk, aangezien de wijzigingen in het eerste ontwerp door hem werden uitgelokt, zoowel met het oogmerk eene kapel te sparen welke als historisch gebouw wordt aangemerkt, als in het belang van de verfraaiing der omgeving van het in stand te houden gedeelte der voormalige abdij.

Trouwens valt op te merken dat, werd de oorspronkelijke richting der laan behouden, hoogerbedoelde 45 aren zouden blijven deel uitmaken van de besloten ruimte van Terkameren, welke voor vervreemding niet bestemd is: deze omstandigheid vermindert, feitelijk, in belangrijke mate de van den Staat gevorderde opofferingen.

Ten slotte zullen de uitgaven, naar aanleiding der onteigeningen welke — in uitvoering der overeenkomst van 8 Maart 1907 — door de gemeente worden voortgezet, met ongeveer 450,000 frank de vermoedelijke kosten overtreffen welke aan het contract ten grondslag hebben gelegen; uit aanmerking hiervan, behoorren van het gemeentebestuur geene nieuwe opofferingen te worden gevergld.

XII.

De stad Luik verlangt de Vivegnis- en Sint-Walburgewijken onderling te verbinden bij middel van eenen kronkelweg die de inneming vordert van eenen domeingrond, groot ongeveer 50 aren 20 centiaren, waarvan zij den afstand vraagt tegen den prijs van 2 frank den vierkanten meter, prijs die door de Staatsagenten genoegzaam hoog wordt geschat.

Anderdeels, vraagt de stad dat de Staat haar kosteloos zou afstaan, om bij de stadswegen te worden ingelijfd, eenen met erfdienstbaarheid bezwaarden weg, zonder eenige verkoopwaarde, die door het Bestuur van spoorwegen langs den ringspoorweg werd aangelegd en die toegang tot de « rue Vivegnis » verleend.

Ten slotte zouden door de stad worden aangekocht, onderscheidenlijk tegen den prijs van 17 frank en van 50 centiemen den vierkanten meter, twee strooken grond, groot 1 are 64 centiaren en 2 aren 91 centiaren, die langs gemelden met erfdienstbaarheid bezwaarden weg zijn gelegen, — zulks met het oog op latere verbreeding van evengemelden weg.

Overleg tusschen de Regeering en het gemeentebestuur van Luik heeft, op hooger omschreven grondslagen, geleid tot eene overeenkomst welke na tegenstrijdige meting der gronden zal gesloten worden.

XIII.

Volgens akte van 13 Februari 1902, werd aan den heer Hoffmann het recht verleend tot vervening van twee perceelen van de « Fange de Hour-champs », gezamenlijk groot 20 h. 52 a. 93 c., die gelegen zijn in het domeingedeelte van het woud van Freyr, op het grondgebied der gemeente Tenneville. Het contract werd aangegaan voor eenen termijn van vijftien jaren, af te loopen op 15 Februari 1917, mits vijftien annuïteiten van 1,200 frank elke, waarvan er alsnog zeven verschuldigd blijven.

De overeenkomst verzekerde aan den Staat het tweeledig voordeel een loonenden prijs op te brengen en de perceelen te ruimen van de turfslag, die het bebosschen der moerasgronden bezwaarvol en het welslagen dezer verrichting langzaam en onzeker maakt. Daarenboven lag het op den weg der Regeering het streven te bevorderen om in eene arme streek eene nieuwe nijverheid in het leven te roepen, ten doel hebbende het vervaardigen van briketten voor de verwarming en het evendueel benuttigen van de turf voor zekere andere doeleinden.

Tot nog toe is slechts eene geringe hoeveelheid van de turf uitgehaald geworden. Na proefnemingen en mistastingen, — die bij eene opkomende nijverheid onvermijdelijk zijn, — is door den heer Hoffmann en zijnen handelsgenoot, den heer Stoclet, bevonden dat, om de zaak levensvatbaar te maken, het noodzakelijk is aan het werk te gaan met verbeterde inrichtingen, hebbende een belangrijk opbrengstvermogen, doch vergende eene ruime geldbelegging, die niet kan gedelgd worden dan na langen tijd en mits uitbreiding van de te vervenen oppervlakte. Zij hebben van de stad Bastenaeken het recht verkregen tot vervening van den moerasgrond genaamd « Rouge Ponce », groot 79 h. 30 a., gelegen in hetzelfde woud, en zulks voor eenen termijn van 30 jaren, eindigende den 20 November 1936. Zij vragen dat de Staat tot op dienzelfden datum den termijn verlengde der overeenkomst van 1902, en dat hij de hem nog toekomende zeven annuïteiten van 1,200 frank over 27 jaren verdeele.

De Regeering is van oordeel, dat gemeld verzoek voor inwilliging vatbaar is, onder voorbehoud het bedrag der nieuwe annuïteit te berekenen, derwijze den Staat te vergoeden, eensdeels wegens het renteverlies spruitende uit de verlenging van den betaaltermijn van de hem nog verschuldigde som van 8,400 frank, en, anderdeels, wegens het verlies aan inkomsten naar aanleiding van het feit dat de perceelen hem slechts 20 jaar later zullen worden teruggegeven; berekend op grond als voormeld, zal de annuïteit 540 frank bedragen.

Bij akte van 15 October 1903 werd aan den heer Hoffmann, tot 13 Februari 1917, en mits een jaarlijks pachtgeld van 60 frank, in pacht gegeven een perceel van 97 a. 82 c., dat de veenderij belendt en tot berging

en drooging der briketten is bestemd. De termijn van die pacht zou insgelijks tot op 30 November 1936 worden verlengd.

Luidens artikel 2 der wet van 16 Maart 1886, mag de Regeering voor niet langer dan 18 jaar contract sluiten; machtiging van wege de Kamers is dus noodig om, onder hooger aangeduide voorwaarden, eene overeenkomst te treffen.

XIV.

De opzet der nieuwe haveninrichtingen van Oostende voorziet, langs den linkeroever der vaart van Brugge, stroomopwaarts de wendingskom, het oprichten door de stad van eene gasfabriek, van een slachthuis, van eenen quarantainestal en van eene statie voor het vee.

Perceelen, groot 5 h. 81 a. 65 c., voor gemeld gebruik aan te wenden, werden door den Staat aangekocht gelijktijdig met die welke voor de inrichtingen van den spoorweg bestemd zijn, en de Regeering is met de stad Oostende in overleg getreden om haar die af te staan voor den kostprijs, vermeerderd met de kosten en de interesten tegen 3 t. h. 's jaars, te rekenen van den datum waarop de uitschotten werden gedaan.

De aan den Staatsschat te vergoeden uitgave, vastgesteld op 30 Juni 1909, bedraagt fr. 112,590.10

Daarenboven, moet de stad eene strook domeingrond van 7 a. 22 c. 58 t.d.a. aankopen, welke deel uitmaakt van den aankleve der baan langs de vaart, en geschat wordt op fr. 2,167.90

Totale prijs. . . fr. 114,758 »

Deze som zal betaalbaar wezen bij middel van vijf annuïteiten van fr. 25,057.94, becijferd op voet van 3 t. h. interest 's jaars, die opvorderbaar zullen wezen, de eerste op 30 Juni 1910 en elk der andere met tusschenpoozen van één jaar.

XV.

Door het verdrag tot overname van Congo is de Staat de-eigenaar geworden van eene villa en van bouwgronden gelegen te Oostende, steenweg van Thourout, Koninginnelaan, Stephanía- en Clementinasquares, groot 88 aren 21 centiaren en geschat op 295,000 frank.

Die goederen werden op 24 December 1906 door de Kroonstichting aan den Onafhankelijken Staat afgestaan onder gehoudenheid navolgende bestemming er aan te geven, waartoe België zich verplicht heeft :

« De villa en de gronden mogen vervreemd worden onder voorwaarde, » dat de plannen der op te richten gebouwen, alsmede derzelver hoogte, » bij Koninklijk besluit behoeven goedgekeurd te worden; de hoofdlijnen » behoeven in stand te worden gehouden, alsmede de bestaande gebouwwrije » strook, en daaraan mogen zonder Koninklijk besluit geene veranderingen » worden toegebracht. »

De Regeering vraagt toelating om, onder voorschreven bijzondere voorwaarden, gemelde onroerende goederen te gelde te maken.

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

PROJET DE LOI

relatif à des aliénations et locations
d'immeubles domaniaux.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances, de l'Intérieur et de l'Agriculture, des Travaux publics, de la Guerre, et des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les conventions suivantes :

1° L'acte du 3 octobre 1908, contenant cession gratuite à la ville de Mons d'un terrain de 57^{m²} 50 d^{m²}, destiné à l'élargissement de la rue des Fossés au droit de l'hôtel central des Postes, Télégraphes et Marchandises ;

2° Le contrat du 26 octobre 1908, portant cession gratuite à M. Idiers, sous certaines conditions, de partie d'un tronçon de la rue de la Station à Auderghem, supprimé par l'établissement de l'Avenue de Boitsfort à Woluwe-Saint-Pierre ;

ONTWERP VAN WET

betreffende vervreemdingen en verpachtingen van domeingoederen.

Léopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën, van Binnenlandsche zaken en Landbouw, van Openbare Werken, van Oorlog, en van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën zal in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers voorleggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Worden goedgekeurd de volgende overeenkomsten :

1° De akte van 3 October 1908, houdende kosteloozen afstand aan de stad Bergen van een terrein groot 57^{m²} 50 d^{m²}, bestemd tot het verbreeden van de « rue des Fossés » rechtover het centraal hotel van Posterijen, Telegrafen en Goederen ;

2° Het contract van 26 October 1908, houdende, onder zekere voorwaarden, kosteloozen afstand, aan den heer Idiers, van gedeeltelijk een eind der Statiestraat, te Auderghem, hetwelk teniet werd gedaan voor het aanleggen der laan van Boschvoorde naar Sint-Pieters-Woluwe ;

5° La convention conclue le 19 novembre 1908 entre l'État et la ville de Bruxelles, en vue du prolongement de l'Avenue Louise. La somme de 35,000 francs dont il s'agit au 1° de l'article 3 du contrat sera rattachée au budget des recettes et des dépenses pour ordre; le Département de la Guerre est autorisé à en disposer pour la construction et l'aménagement de bâtiments militaires à la Cambre;

4° L'échange intervenu le 10 décembre 1908 entre l'État et la ville de Bruxelles, en vue de l'agrandissement de la gare de formation de Schaerbeek;

5° L'acte du 2 février 1909, contenant vente à la Société anonyme du Chemin de fer industriel du port de Vilvorde, Usines Duché à Haeren et extensions, moyennant le prix de 6,760 francs, d'un terrain de 13 ares 52 centiares situé à Neder-over-Heembeek, tenant à la digue orientale du Canal maritime de Bruxelles au Rupel et cadastré Sⁿ A, partie du N° 153^a;

6° Le contrat du 6 mars 1909, portant cession gratuite à la ville de Tournai d'un terrain de 28^{m²} 26^{dm²}, situé au quai Bozière;

7° L'acte du 29 mars 1909 portant :

a. Cession à la société anonyme « Forges de Clabecq » de trois parcelles, d'une contenance totale de 1 hectare 62 ares 46 centiares, sises à Clabecq, Ittre et Tubize, en échange de 25 ares 41 centiares de terrain à Clabecq et Tubize, et moyennant une soulte de 28,253 francs 74 centimes à payer par la dite Société;

b. Engagement de céder à celle-ci, sous certaine condition, une parcelle de 4 ares 17 centiares, au prix de fr. 1,858.57;

8° L'acte du 4 mai 1909, contenant vente à M^{me} Veuve Thomas-Courtois, au prix de 450 francs, d'un terrain de 1 are

5° De overeenkomst op 19 November 1908 gesloten tusschen den Staat en de stad Brussel, met het oog op de verlenging der Louizalaan. De som van 35,000 frank waarvan sprake onder 1° van artikel 3 van het contract zal worden uitgetrokken op de begrooting der ontvangsten en uitgaven voor order; het Departement van Oorlog is gemachtigd erover te beschikken voor het stichten en inrichten van militaire gebouwen te Terkameren;

4° De ruiling op 10 December 1908 getroffen tusschen den Staat en de stad Brussel voor het verruimen der rangeerstatie Schaerbeek;

5° De akte van 2 Februari 1909, houdende verkoop aan de naamlooze vennootschap van den nijverheidsspoorweg der haven Vilvoorden, Fabrieken Duché te Haeren en uitbreidingen, mits den prijs van 6,760 frank, van een terrein groot 13 aren 52 centiares, gelegen te Neder-over-Heembeek, palende aan den oostdijk van het zeekanaal van Brussel naar den Rupel en gekadastréerd S^{ie} A, gedeelte van n° 153^A;

6° Het contract van 6 Maart 1909, houdende kosteloozen afstand aan de stad Doornijk van een terrein van 28^{m²} 26^{dm²}, gelegen aan den « Quai Bozière »;

7° De akte van 29 Maart 1909, houdende :

a. Afstand aan de naamlooze vennootschap « Forges de Clabecq » van drie perceelen, gezamenlijk groot 1 hectare 62 aren 46 centiares, gelegen te Clabecq, Ittre en Tubeke, in ruiling tegen 25 aren 41 centiares terrein te Clabecq en Tubeke, en mits eene toegift van 28,253 frank 74 centiemen door gemelde vennootschap te betalen;

b. Verbintenis om, onder zekere voorwaarden, een perceel, groot 4 aren 17 centiares aan laatstgemelde, tegen den prijs van fr. 1,858.57 af te staan;

8° De akte van 4 Mei 1909, houdende verkoop aan M^w W^{ve} Thomas-Courtois, tegen den prijs van 450 frank, van een

50 centiares situé à Habay-la-Neuve;

9° Le contrat du 14 mai 1909, portant location à la Société centrale pour la protection de la pêche fluviale, de sept étangs récemment créés dans la forêt de Soignes, à Groenendael;

10° L'acte du 15 mai 1909, contenant vente à la ville de Binche, au prix de 12,000 francs, de l'ancienne caserne de gendarmerie de cette localité;

11° La convention conclue le 14 juin 1909 entre l'État et la commune d'Ixelles, en vue de l'aménagement du quartier de l'abbaye de la Cambre, ainsi que de son raccordement avec l'avenue Louise prolongée et le quartier de Boendael.

ART. 2.

Le Ministre des Finances est autorisé :

1° A céder à la ville de Liège les immeubles ci-après, situés sur son territoire :

a. Gratuitement, un chemin de servitude longeant la ligne de ceinture et donnant accès à la rue Vivegnis;

b. Aux prix respectifs de 17 francs et de 50 centimes le mètre carré, deux bandes de terrain d'une contenance approximative de 1 are 64 centiares et de 2 ares 91 centiares, longeant le dit chemin;

c. Au prix de 2 francs le mètre carré, un terrain cadastré S^{on} B, N^{os} 1397^e, 1398ⁱ et 1398^j, pour une superficie de 50 ares 20 centiares;

2° a. A prolonger jusqu'au 20 novembre 1936 la durée de la convention conclue le 13 février 1902 avec M. Hoffmann, pour l'exploitation de la tourbe dans deux parcelles de la « Fange de Hourchamps » (forêt de Freyr), ce moyennant 27 annui-

terrein groot 1 are 50 centiares, gelegen te Habay-la-Neuve;

9° Het contract van 14 Mei 1909, houdende verpachting, aan de « Société centrale pour la protection de la pêche fluviale », van zeven vijvers onlangs aangelegd in het Soniënwood, te Groenendael;

10° De akte van 15 Mei 1909, houdende verkoop aan de stad Bing, tegen den prijs van 12,000 frank, van de voormalige gendarmeriekazerne dezer localiteit;

11° De overeenkomst op 14 Juni 1909 gesloten tusschen den Staat en de gemeente Elsene, met het oog op de inrichting der wijk van de Abdij van Terkameren, alsmede op dezer aansluiting met de verlengde Louizalaan en de wijk Boendael.

ART. 2.

De Minister van Financiën wordt gemachtigd :

1° Tot het afstaan aan de stad Luik van navermelde onroerende goederen, gelegen op haar grondgebied :

a. Kosteloos, eenen weg niet erfdienstbaarheid bezwaard langs den ringspoorweg en toegang verleende tot de « rue Vivegnis » ;

b. Tegen de wederzijdsche prijzen van 17 frank en van 50 centiemen den vierkanten meter, twee strooken grond eener benaderende grootte van 1 are 64 centiares en van 2 ares 91 centiares, gelegen langs gemelden weg ;

c. Tegen den prijs van 2 frank den vierkanten meter, een terrein gekadastréerd S^{ie} B, n^{rs} 1397^e, 1398ⁱ en 1398^j, voor eene oppervlakte van 50 ares 20 centiares;

2° a. Tot het verlengen, tot den 20 November 1936, van den duur der overeenkomst op 13 Februari 1902 gesloten met den heer Hoffmann, voor het exploiteeren van de turf op twee perceelen van de « Fange de Hourchamps » (woud van

tés de 540 francs exigibles le 1^{er} mars de chacune des années 1910 à 1936;

b. A prolonger jusqu'à la même date le bail consenti à M. Hoffmann, suivant acte du 15 octobre 1903, d'un terrain de 97 ares 82 centiares contigu à la tourbière, moyennant un fermage annuel de 60 francs;

3° A céder à la ville d'Ostende, pour la construction d'une nouvelle usine à gaz et d'installations pour le bétail, un bloc de terrain situé en cette ville, contenant 5 hectares 88 ares 87 centiares 58 dix-millièmes, moyennant le prix de 114,758 francs payables en 5 annuités de 25,057 francs 94 centimes;

4° A aliéner publiquement ou de gré à gré, en détail, la villa et les terrains à bâtir situés à Ostende, chaussée de Thourout, avenue de la Reine, squares Stéphanie et Clémentine, dont l'État est devenu propriétaire par le traité de reprise du Congo; l'aliénation aura lieu sous les conditions particulières imposées par ce traité.

Donné à Laeken, le 23 juin 1909.

Freyr), zulks mits 27 annuïteiten van 540 frank opvorderbaar den 1^{en} Maart van elk der jaren 1910 tot 1936;

b. Tot het verlengen, tot op dienzelven datum, van het contract waarbij, volgens akte van 15 October 1903, aan den heer Hoffmann een terrein van 97 aren 82 centiares, palende aan de veenderij, in pacht werd gegeven mits een jaarlijks pachtgeld van 60 frank;

3° Tot het afstaan aan de stad Oostende, voor den bouw van eene nieuwe gasfabriek en van inrichtingen voor het vee, van een blok terrein, gelegen te dezer stad, groot 5 hectaren 88 aren 87 centiares 58 tien duizendsten van are, mits den prijs van 114,758 frank, betaalbaar bij middel van 5 annuïteiten van 25,057 frank 94 centiemen;

4° Tot het stuksgewijze vervreemden, in het openbaar of uit de hand, van de villa en de bouwgronden gelegen te Oostende, steenweg van Thourout, Koninginnelaan, Stephanie- en Clementina squares, waarvan de Staat, bij het verdrag tot overname van Congo, eigenaar is geworden; de vervreemding zal plaats hebben onder de bijzondere voorwaarden die bij gemeld verdrag zijn opgelegd.

Gegeven te Laken, den 23 Juni 1909.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

Jul. LIEBAERT.

*Le Ministre de l'Intérieur et de
l'Agriculture,*

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Landbouw,*

F. SCHOLLAERT.

Le Ministre des Travaux publics,

De Minister van Openbare Werken,

AUG. DELBEKE.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafen,*

G. HELLEPUTTE.